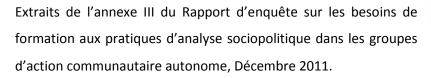


Fiche - démocratie et pouvoir

Le <u>Carrefour de participation</u>, <u>ressourcement et formation</u> est un organisme national financé par le MELS. Sa mission est de soutenir et dynamiser l'engagement des personnes et des groupes impliqués dans la transformation sociale. Il développe l'analyse critique à partir de ce que vivent des personnes et des peuples appauvris victimes d'injustices. Il recourt à l'approche d'éducation populaire autonome pour réaliser sa mission.

Dans le cadre du thème Pouvoir et démocratie de l'Agora Innover pour continuer, le CPRF souhaite partager une *synthèse des conclusions d'une enquête qu'il a menée en 2010 auprès d'organismes de l'ACA partout au Québec*. Cette enquête portait sur les besoins de formation aux pratiques d'analyse sociopolitique et a mis en lumière certains constats qui sont directement liés à l'enjeu du pouvoir et de la démocratie dans les organismes. Nous en partageons quelques-uns avec vous ainsi que les pistes de solutions proposées.





Sommes-nous dans un rapport égalitaire?

Constats

Il existe un clivage entre les salariéEs et les personnes participantes (question de langage, d'approche, de formation, mais aussi de posture et de pouvoir). Ces dernières, souvent démunies, se perçoivent difficilement comme premières expertes de leur situation devant des organisations hiérarchiques très structurées où la parole est souvent monopolisée par ceux qui savent et qui ont un pouvoir. Il y a un danger de reproduire dans nos groupes une coupure que nous dénonçons au sein de notre société. Cette distance existe aussi parfois dans les rapports entre organismes de base et regroupements nationaux.

Les intervenantEs rencontréEs nous ont redit leur *désir de s'outiller, d'être soutenuEs et conseillés* pour remettre les principes de base de l'éducation populaire autonome au cœur de leurs pratiques

quotidiennes, en privilégiant en particulier le maintien de rapports égalitaires pour remettre le débat démocratique dans les pratiques au quotidien.

Pistes de solutions

- Garder en tête que: les milieux dans lesquels nous travaillons appartiennent aux gens qui les fréquentent et les investissent. Ils et elles sont les expertEs de leur réalité et les mieux placéEs pour nommer leurs besoins et déterminer comment y répondre au mieux, et comment agir en vue d'une transformation sociale.
- Sevenir à une compréhension des problématiques en termes de droits collectifs plutôt qu'en termes de besoins individuels.
- Travailler à une reprise de pouvoir des gens sur leur vie et sur leurs collectivités, entre autres en mettant en pratique les principes de l'éducation populaire soit : Partir des gens, décider ensemble, passer des besoins aux droits, comprendre nos conditions de vie et agir collectivement en vue d'une transformation sociale.
- Développer de réels espaces démocratiques dans nos organismes où la parole appartient aux participantEs, aux membres en les incluant dans les décisions, à tous les niveaux.
- Développer, au sein de l'organisme, des temps de formation communs en analyse sociopolitique suivis par l'ensemble des personnes concernées (intervenantEs, membres, administrateurs, participantes).
- Lorsque les formations sont offertes hors les murs de l'organisme, déléguer des salariéEs et des non-salariéEs, qui pourront ensuite travailler ensemble au transfert et/ou à une animation dans leur organisme, favorisant ainsi la reprise du pouvoir individuel et collectif et la valorisation des compétences des personnes participantes.

Les effets pervers de la professionnalisation du milieu communautaire

Constats

Au moment de l'embauche au sein des organismes, les exigences de plus en plus grandes dans les milieux communautaires (en raison des services plus spécialisés développés, des exigences des bailleurs de fonds...) impriment un glissement vers la recherche d'expertEs avec des compétences spécialisées pour répondre à des besoins spécifiques souvent au détriment des habiletés ÉPA.

Or, cette professionnalisation, non négligeable, du milieu communautaire contribue à dévaluer les acquis expérientiels. Ces choix contribuent souvent à accentuer les rapports inégalitaires et la disparition des pratiques d'éducation populaire autonome. Paradoxalement, elle favorise le fonctionnement en silo, perdant la perspective globale de transformation sociale, accentue le sentiment d'incompétence des personnes moins scolarisées ou forméEs et nuit à la capacité de mobilisation visée par des pratiques d'empowerment.

Pistes de solutions

- 6 Repenser nos processus d'embauche et nos exigences dans une perspective d'éducation populaire autonome au moment d'écrire les descriptions de poste de nos organismes et de penser nos questions d'entrevue.
 - Identifier les compétences dont on a réellement besoin.
 - Voir comment et où elles ont été acquises.
 - Un diplôme est-il central et incontournable?
 - Vérifier, en entrevue, la vision de transformation sociale, la compréhension politique des situations d'oppression et d'exclusion vécues par les personnes.
 - Mesurer la capacité à faire de l'analyse sociopolitique AVEC les personnes auprès de qui les candidatEs seront appeléEs à travailler.
- Identifier et clarifier les processus d'intégration et d'accompagnement des nouvelles personnes pour s'assurer du transfert de pratiques et de connaissances en ÉPA par l'équipe et les participantEs.

Pour accéder au rapport d'enquête intégral ou au site web du CPRF, suivez ce lien :

www.cprf.biz/notre-approche